

# Thierry Breton, par ses déclarations, ne rend-il pas urgent le Frexit ?

Thierry Breton vient de nous rappeler amèrement que nous avons été victimes d'une annexion, d'une spoliation :

*« Personne n'a forcé quiconque à rejoindre l'UE. Le droit européen prime sur les droits nationaux. C'est comme ça »* édicte le commissaire européen T. Breton qui explique qu'il faut désormais considérer les États composant l'UE comme les équivalents des États composant les USA... «

La Pologne est visée, mais on doute que ce soit réellement une menace pour l'Allemagne, bien que les juges de [Karlsruhe](#) aient, le 5 mai 2020, exigé de la Banque centrale européenne (BCE) qu'elle justifie la conformité de ses rachats de dette publique à son mandat, refusant de se plier à l'avis de la Cour de justice de l'Union européenne, qui avait validé fin 2018 le programme de la BCE. L'Allemagne n'a jamais voulu d'une Europe fédérale qui irait contre ses intérêts et nous le prouve à chaque tentative des fédéralistes. Elle refuse d'appliquer le droit européen. Mais elle, on la laisse en paix !

L'Europe fédérale n'a jamais été non plus voulue par les Français, ce sont des successions de coups de force et de mensonges qui ont permis ce fait accompli.

Rappelons-nous, le premier mensonge a commencé avec le *Traité de Maastricht en 1992*, en fondant cette *Union européenne*, les États perdaient leur souveraineté, c'est-à-dire leurs frontières (la libre circulation, Schengen...), ils perdaient également la main sur leur monnaie dans l'attente de l'euro comme sur leur politique économique. Toutes ces injonctions ont été vendues comme des éléments de prospérité nationale, on

entraîné dans le cercle de raison pour reprendre les mots d'Alain Minc. La réalité était que nous vendions notre liberté à des fonctionnaires qui ne rendraient jamais de comptes devant les urnes et qui rayaient notre nation d'un trait de plume, mille ans d'Histoire de la construction de la nation française allait disparaître...

Mais pourquoi cette nation nous la chérissons tant ? Est-ce seulement par patriotisme ? Oui, certainement mais il y a quelque chose de plus : la nation est « ce par quoi on devient citoyen, ce par quoi on accède à cette dignité suprême des hommes libres, qui s'appelle la citoyenneté, » clamait Philippe Séguin en 1992. Il prêchait dans le désert, à des brebis aveuglées par le veau d'or des promesses de politicards, vendant leur âme pour un ministère ou un poste à la Commission européenne.

Mais ce qui a mis définitivement notre pays hors jeu, c'est quand nos dirigeants nous ont imposé sans référendum le traité de Nice en 2001, qui étendait l'Union européenne à l'Est et noyait du même coup la France dans un territoire immense où ses intérêts ne pouvaient plus être entendus. Les Présidents français successifs ont continué à nous raconter la légende du moteur franco-allemand pour nous faire avaler la pilule, pour faire croire que nous étions encore influents comme aux temps du général de Gaulle, mais la réalité était que les Teutons nous avaient exclus du champ de décision, et nous étions ravalés au rang d'une puissance moyenne dénuée de pouvoirs, nous n'étions plus qu'un valet excité au pied du gras maître germanique, c'est en ce sens qu'il faut comprendre le mot de Merkel sur Sarkozy, un Louis de Funès ! Et toutes les décisions importantes étaient prises à Bruxelles sous le diktat américano-allemand ! Le résultat ? Nous avons connu une désindustrialisation massive, qui a dévitalisé notre économie et a transféré nos richesses vers l'Allemagne. L'euro trop cher fut fatal à nos petites et moyennes entreprises et bénéficia essentiellement à Berlin.

Qui impose toutes ces directives ? Des fonctionnaires hors-sol, souvent corrompus, qui ont fini par constituer une caste méprisante, une nomenklatura hautaine et haineuse des peuples, (que l'on se souvienne des mesures féroces prises contre le peuple grec), une oligarchie fondamentalement ennemie de la culture française, de la démocratie et de la nation. Élevés à la culture en batterie américaine, ils nous ont imposé la dérive communautariste et la submersion migratoire.

La conséquence fut que notre Parlement se transforma en une chambre d'enregistrement des directives votées à Bruxelles... Et nos élections ? une mascarade politique qui ne trompait plus que le gogo. Nous avons comme choix, l'UMPS européiste, préférerait-on le PS européiste ou l'UMP européiste ? Pas vraiment un dilemme cornélien !

Dans un éclair de lucidité, les Français ont voté contre la Constitution européenne en 2005, mais leur vote a été annulé par Sarkozy, choisi par l'oligarchie européenne pour mener à bien le démembrement de ce qui restait de notre démocratie. Alors quand Thierry Breton affirme que personne n'a forcé les États à rejoindre l'Union européenne, il se moque de nous avec un cynisme qui n'a d'égal que son niveau de corruption. N'oublions pas que ce chef d'entreprise a été le fossoyeur de nos fleurons industriels comme Thomson ou Bull, qu'il a été accusé de malversations financières, cela *concerne la revente en 2005 de Canal Plus Technologies à Thomson Multimédia, ainsi qu'une présumée présentation de comptes inexacts par le groupe de chimie Rhodia, alors que Thierry Breton en était le président du comité d'audit, entre 1999 et 2002. Selon Le Monde, Thierry Breton était au courant de certaines opérations douteuses.*

En 2019, Thierry Breton est accusé par Anticor de prises illégales d'intérêts, d'avoir détourné de l'argent public dans des contrats de radars ! Et c'est ce genre de personnage, millionnaire et corrompu que Macron choisit pour représenter les intérêts de notre pays !

Pour sortir de l'Europe et rentrer de nouveau dans l'Histoire  
: Frexit, vite !

**Marquis de Dreslincourt**